

OPERATEUR ECONOMIQUE

(raison social / nom)

## DECLARATION

Je soussigné(e)....., en tant que soumissionnaire en vue de la procédure nommée « **Procédure interne d'acquisitions et sélection des fournisseurs** » pour l'attribution du contrat de fourniture ayant pour objet conception, la fabrication la livraison, la mise en service et l'obtention des performances des outillages/équipements au cadre du projet « **Diversification production de véhicules DACIA** » le....., procédure organisée par **AUTOMOBILE DACIA S.A.**, déclare sur l'honneur que je ne me trouve pas dans un cas de conflit d'intérêts avec l'Autorité contractante, cette situation provoquerait mon exclusion de cette procédure d'acquisition, telle qu'elle est définie à l'art. 14 de l'O.U.G. no 66/2011, voire:

« Art. 14. - (1) Tout au long de la mise en œuvre de la procédure d'acquisition, les bénéficiaires personnes physiques/morales de droit privé qui n'applique pas la législation en matière de marchés publics/marchés sectoriels/concessions de travaux et de services sont obligés de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter des situations qui risqueraient d'initier un conflit d'intérêts, à savoir la situation dans laquelle il y a certains rapports entre les actionnaires/associations du bénéficiaire et les soumissionnaires de celui-ci, entre les membres de la commission d'évaluation et les soumissionnaires ou bien la situation où le pouvoir adjudicateur détient la plupart des actions dans deux sociétés participant à l'appel d'offre pour le même type d'acquisition.

(2) Au sens des dispositions du paragraphe (1), par actionnaire ou associé on entend la personne qui exerce des droits afférents à des actions qui représentent, en cumul, au moins 10 % du capital social ou confèrent à leur titulaire au moins 10 % du total des droits de vote à l'assemblée générale.

(3) Le non-respect des dispositions de l'alinéa (1) sera puni par des réductions/ exclusions des dépenses sollicitées pour être payées/remboursées, selon le préjudice potentiel ou qui a déjà été provoqué au détriment des fonds européens et/ou des fonds publics nationaux correspondants ».

Je déclare également qu'en cas de conflit d'intérêts pendant le déroulement de la procédure d'acquisition, telle qu'elle est définie à l'art. 15 de l'O.U.G. no 66/2011, nous allons informer immédiatement par écrit l'entité ayant organisé cette procédure et nous allons prendre des mesures pour remédier à la situation en cause.

« Art.15. - (1) Lors de la soumission de l'offre dans le cadre d'une procédure d'acquisitions, le soumissionnaire est tenu de déclarer qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts au sens de l'art. 14.

(2) En cas de conflit d'intérêts au cours de la procédure d'acquisitions, le soumissionnaire est tenu d'informer immédiatement par écrit la personne juridique qui a organisé la procédure et de prendre des mesures pour remédier à la situation. »

J'entends qu'au cas où cette déclaration n'est pas conforme à la réalité, je risque de transgresser les dispositions de la législation pénale en matière de fausses déclarations.

Complété le

.....

Soumissionnaire

.....(raison sociale de l'opérateur économique)

..... (nom de la personne autorisée et sa signature)

**Note : Faire compléter ce formulaire par tous les opérateurs économiques participant à la procédure d'attribution.**